

1^{er} novembre 2013

À propos de la note de recherche de l'IREQ sur la financiarisation **Manque la conclusion : l'indépendance pour exproprier les banques**

La cruciale note de recherche de Gilles L. Bourque de l'IREQ mérite d'être lue, commentée et débattue d'autant plus qu'elle est brève, facile à lire et parsemée de graphiques. Indépendamment de son biais keynésien pro-entreprise productive de plus-value contre le stérile « *capital rentier* », elle démontre limpide et simplement l'étouffement économique du Québec et du Canada par la financiarisation du capitalisme ici comme ailleurs dans le monde. Le monde est devenu la chose d'une masse énorme de capital fictif qui refuse la dévaluation, conséquence de la crise dont il est à la source, quitte à entraîner l'humanité dans sa chute. À la gauche québécoise d'en critiquer le cadre keynésien et d'en dégager une alternative de gauche qui ne peut être que l'indépendance pour exproprier banques et consorts. Ainsi sera brisé cet hydre qui, équipé de l'arme du libre-échange, fait chanter les peuples pour les empêcher de réaliser le plein emploi écologique afin de sauver la civilisation humaine.

Des investissements en baisse à l'économie casino en passant par les salaires ratatinés

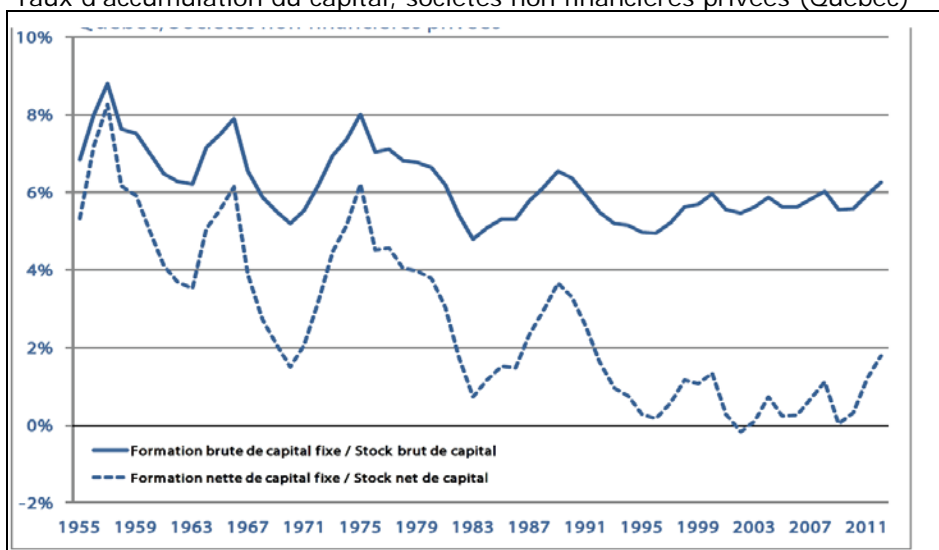
Cette note se condense dans les citations et les graphiques suivants :

« Au Québec [...] nous constatons une baisse continue des investissements des entreprises non financières : jusqu'aux années 1970, la moyenne annuelle se situait à 10 % de croissance avec des sommets atteignant les 30 % alors que du milieu des années 1970 à la fin des années 1990, la moyenne annuelle se réduit de moitié. La tendance est encore plus marquée depuis le début des années 2000, où les investissements des sociétés non financières ne parviennent plus à franchir la barre des 10 % de croissance annuelle au sommet de leur cycle. »

[...]

« ...le taux d'accumulation net qui atteint jusqu'à 8 % au cours des années 1950 passe à une moyenne de moins de 1 % pour le Québec pendant les années 2000 et de moins de 2 % pour le Canada au cours des deux dernières décennies. Il s'agit là d'un renversement du rythme de l'accumulation du capital. C'est un changement structurel fort qui marque un tournant majeur dans le modèle productif » :

Taux d'accumulation du capital, sociétés non financières privées (Québec)



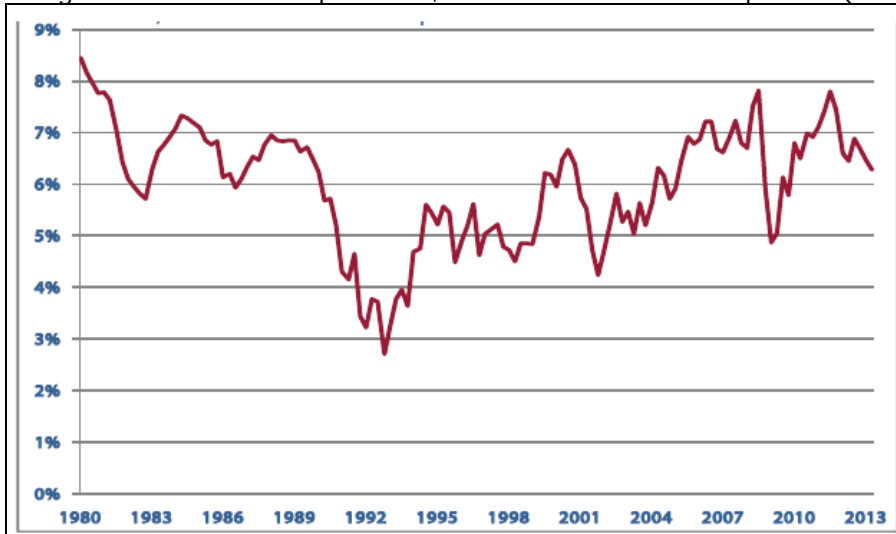
Source : Statistique Canada, Tableau 031-0002 de CANSIM

[...]

« Si cette situation s'expliquait principalement par une faiblesse de la demande, on aurait aussi dû constater des tendances semblables des profits des entreprises. Or, pendant les mêmes années, les profits des entreprises connaissent une évolution tout à fait différente [...] S'il est vrai que pendant

les années 1980 la santé financière des entreprises canadiennes s'est détériorée de façon dramatique, avec des marges bénéficiaires d'exploitation passant de 8,5 % à 3 % en une décennie, ce n'était plus le cas par la suite. Depuis le début des années 1990, les marges bénéficiaires sont en augmentation constante, à l'exception des années de récession ou de ralentissement économique » :

Marges bénéficiaires d'exploitation, sociétés non financières privées (Canada)



Source : Statistique Canada, Tableaux 187-0001 et 187-0003 de CANSIM

[...]

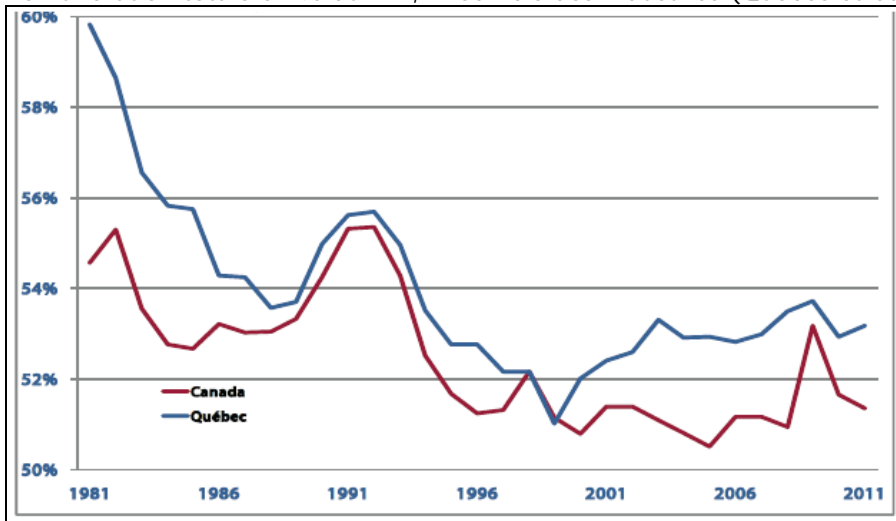
« Dans tous les cas de figure, l'importance des dividendes versés aux actionnaires connaît une croissance spectaculaire : alors que leur évolution est assez stable ou légèrement à la baisse pendant les années 1980 et la première moitié des années 1990, nous assistons depuis 1995 à une hausse spectaculaire des dividendes versés, dont l'importance a plus que doublé durant cette période. [...]

« En raison d'un traitement fiscal avantageux des gains en capital, les entreprises ont été très actives dans le rachat d'actions, quelquefois financé par un emprunt plutôt que par les flux nets de trésorerie d'autrefois effectués au détriment de nouveaux investissements.

[...]

« Mais puisqu'il ne s'agit pas de créations de nouvelles valeurs ajoutées, cette ponction conduit logiquement à diminuer les revenus perçus par les autres parties prenantes, au premier rang desquels se trouvent les salariés. [...] ...à partir des années 1980, les salaires ont connu une dégringolade majeure de leur part dans la valeur ajoutée au Québec et au Canada, passant de 50 % à 45 % du PIB. [...] [Si on ajoute les bénéfices marginaux aux salaires et traitements], cet indicateur a suivi les mêmes baisses entre 1980 et 2000, de façon encore plus marquée pour le Québec » :

Rémunération totale en % du PIB, Ensemble des industries (Québec et Canada)



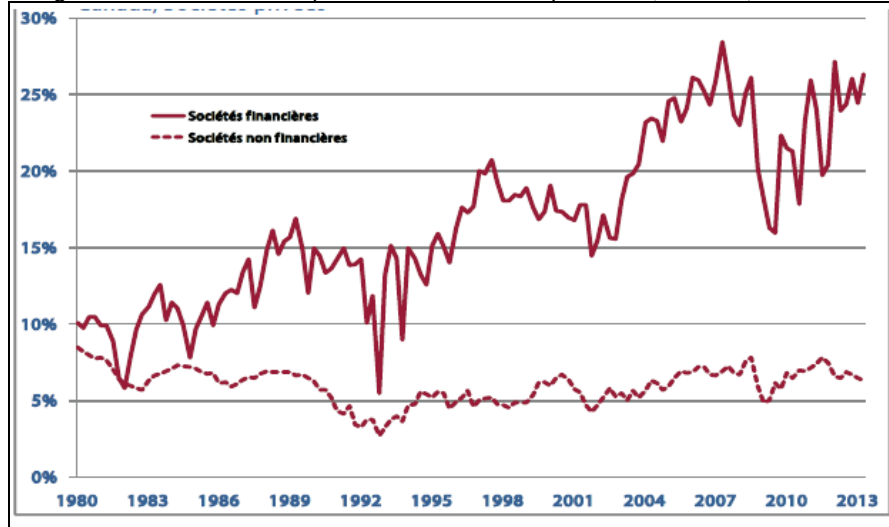
Source : Statistique Canada, Tableaux 380-0016, 382-0001, 382-0006 et 384-0001 de CANSIM

[...]

« Le secteur de la finance est le grand gagnant de cette financiarisation [...] : contrairement aux sociétés non financières qui ont dû traverser une détérioration de leurs marges bénéficiaires durant les

années 1980, les sociétés financières ont plutôt connu une montée impressionnante de leurs marges, qui sont passées de 10 % à plus de 25 % entre 1980 et 2013 » :

Marges bénéficiaires d'exploitation, Sociétés privées (Canada)



Source : Statistique Canada, Tableaux 187-0001 et 187-0003 de CANSIM

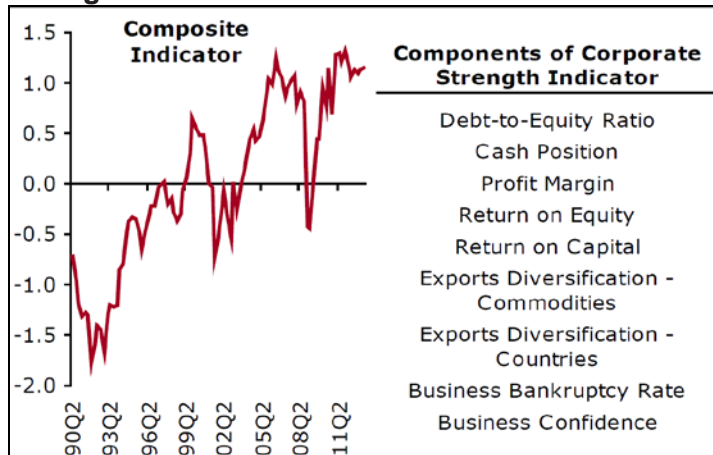
(Gilles L. Bourque, [La financiarisation de l'économie nuit-elle aux entreprises?](#), Institut de recherche en économie contemporaine, octobre 2013)

Le capital financier est la fusion du capital industriel et du capital bancaire

Gilles Bourque conclut son analyse en affirmant que « [l]e coût social du "surcoût du capital" pour parler court, c'est finalement la non-production des richesses qui n'auraient "rapporté" annuellement, en termes financiers, qu'entre 0 % et 15 % de profit. » Pour l'auteur, le profit demeure la substantifique moelle de l'économie y compris un taux de profit non banal de 10 à 15 % lequel suppose, rappelons-le, un taux réel de croissance de la production nationale du même ordre si l'on ne veut pas que la part des profits dans le partage du revenu national gruge celle des salaires, ce que justement l'auteur dénonce.

Il importe peu au capital que le profit origine de la production des marchandises ou qu'il pousse dans les arbres de la finance. Pourquoi risquer son précieux capital dans la production, qui est à la recherche désespérée d'une introuvable demande solvable, quand on peut se satisfaire de la sécuritaire tonte des coupons de rentes socialement créées grâce à la puissance monopolistique. La « force » des entreprises canadiennes n'en a jamais été aussi bonne depuis 25 ans sinon davantage :

CIBC's Composite Indicator of Corporate Canada's Strength



Source: Statistics Canada, Industry Canada, Conference Board, CIBC

Source : CIBC, In Focus, 21/10/13 in [All CIBC News Release](#)

Traduction :

L'indicateur composite CIBC de la force des entreprises canadiennes

Les composantes de l'indicateur :

- Ratio d'endettement sur fonds propres
- Position de trésorerie
- Marge de profit
- Rendement des fonds propres
- Rendement du capital
- Diversification des exportations (marchandises)
- Diversification des exportations (pays)
- Taux de faillite des entreprises
- Confiance des entreprises

Ces chères entreprises accumulent les liquidités au point que « [l]a Banque du Canada puis le ministre fédéral des Finances ont déjà interpellé les entreprises pour qu'elles prennent relais des ménages surendettés et des gouvernements en déficit, et qu'elles transforment leurs liquidités abondantes oisives en investissement productif » (Gérard Bérubé, [Les entreprises canadiennes disposent de 5700 milliards dans leurs coffres](#), Le Devoir, 22/10/13). Car ces fonds surabondants, adoués de la très généreuse création monétaire des banques centrales des ÉU et de l'Union européenne, ne sont pas enfouis dans un bas de laine mais irriguent les marchés financiers au point que ceux-ci sont devenus, pour le moment, imperméables tant à la stagnation économique qu'aux aléas de la conjoncture telle la crise budgétaire étasunienne.

Plus les taux d'intérêt sont au plancher, plus la dite valeur de l'encours des obligations anciennes touche le ciel. Plus l'argent nouveau, souvent suite à un détour par les paradis fiscaux, bifurque vers les bourses d'ici et d'ailleurs, peu importe la perspective des profits futurs, ou vers la spéculative propriété immobilière, jusqu'à la catastrophique surabondance, ou vers ces pervers produits dérivés de retour en force quand ce n'est pas vers les trafics illicites en tout genre, des armes aux femmes en passant par la drogue. Telle est la grande orgie de la banque et de l'entreprise dans la fusion incestueuse du capital financier.

Le capital financier n'est pas une partie du capital, c'est le capital tout entier et ce depuis l'avènement de l'impérialisme depuis un peu plus d'un siècle. « *Concentration de la production avec, comme conséquence, les monopoles; fusion ou interpénétration des banques et de l'industrie, voilà l'histoire de la formation du capital financier et le contenu de cette notion.* » (Lénine, [L'impérialisme, stade suprême du capitalisme](#), 1916) Fusion qui s'approprie la rente foncière : « *La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication...* »

Les mythes de la troisième voie et du réformisme font le jeu du capital financier

Selon Gilles Bourque, « [p]our le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, la financiarisation signifie que les financiers président désormais aux décisions des directions d'entreprise et donc de l'ensemble de l'économie. » Dommage que l'auteur de la note n'ait pas réalisé que cette rencontre de Stiglitz et de Lénine, sur ce point précis, tirait le tapis sous sa thèse implicite du retour aux « trente glorieuses » (1945-1975). Il va falloir qu'un jour la gauche qui persiste à vouloir réformer le capitalisme réalise que l'État providence n'a été qu'un intermède dans ce court et amère XX^{ie} siècle lequel ne cesse de se prolonger dans ce siècle-ci. Les importants gains redistributifs de cet intermède n'ont été suscités que par la peur bleue de la révolution menaçant et souvent vainquant les bourgeoisies de la France, de l'Italie, de la Grèce jusqu'à la Chine et le Vietnam en passant par la Yougoslavie, l'Algérie, Cuba, le Nicaragua et le Portugal.

Ces concessions importantes ont eu leur revers faute d'un non abouti renversement du capitalisme : la servitude de l'endettement généralisé engendré par le consumérisme, la militarisation permanente et finalement la stagnation, la crise climatique et celle de la biodiversité menaçant de rupture l'équilibre écologique planétaire. Une de ces conséquences, trop oubliée, a été la transformation de la participation massive des femmes au marché du travail en embrigadement à des salaires et conditions de travail pourris sur fond d'aggravation de l'esclavage domestique due aux politiques d'austérité. Il est assez ironique, si l'on peut dire, de constater qu'avant les grandes réformes de l'État providence, la femme québécoise était accablée par la prise en charge des enfants du baby boom d'après guerre et que maintenant l'État s'apprête à lui retourner le soin de ces mêmes enfants arrivant au troisième âge.

Cette régression sociale explique beaucoup ce retour au religieux des femmes les plus exploitées et les plus opprimées, ce à quoi il ne faudrait pas rajouter avec de xénophobes législations coercitives à propos d'un code de l'habillement dans la fonction publique et parapublique au nom de la laïcité comme s'apprête à le faire le gouvernement du PQ, ce qui n'aurait pour conséquence que de légitimer encore plus le port du voile comme moyen (ambiguë) de résistance à l'islamophobie.

Comme disait l'autre d'une façon beaucoup plus nuancée et compréhensive que communément admis : « *La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple* » (Karl Marx, [Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel \(Introduction\)](#), Archives Internet des marxistes, 1843). Ajoutons que cela vaut aussi pour les peuples et ethnies opprimés au prorata de leur oppression.

Comme le clamait une banderole lors d'une récente manifestation anti-austérité à Lisbonne, reprise comme titre du dernier éditorial de la revue Anticapitaliste du NPA de France : « [Face aux injustices, la révolution est une obligation](#) ». Il n'y a ni troisième voie ni (éco)-socialisme sans révolution dont le printemps érable pourrait être un signe annonciateur afin de faire l'indépendance pour exproprier les banques et tous les autres patentes à gosse générées par le capital financier. Il est infiniment triste de réaliser que la direction de Québec solidaire prend la direction inverse en liquidant, dans sa campagne « *Sortir du noir...* », les points saillants antilibéraux de sa plate-forme électorale de 2012 au point de la dénaturer (voir sur mon site, [Ressusciter le programme pour atteindre les objectifs de l'ONU](#), en particulier l'annexe, 18/10/13)

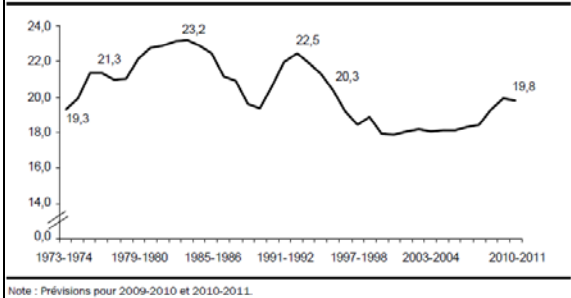
Où est Charlie... qui a l'argent

L'expropriation des banques et consorts est la porte d'entrée pour la création d'un système bancaire public contrôlé démocratiquement et structuré autour de la Banque centrale du Québec avec une monnaie québécoise. Le peuple du Québec serait ainsi en mesure de « contrôler les changes » — les entrées et sorties internationales du capital-argent afin d'en finir avec les paradis fiscaux, et d'empêcher le chantage de la fuite des capitaux à la Alcoa et les menaces des grèves d'investissement à la Rio-Tinto-Alcan — et de maîtriser des grands flux d'épargne et d'investissement afin de donner la priorité au plein emploi écologique. L'étude de l'IREQ donne une idée du pactole disponible dès le point de départ. La répartition du revenu national entre profits et salaires rétablie à son niveau du début des années 1980 rendrait disponible une masse d'une vingtaine de milliards \$ annuellement, soit 5-6% du PIB québécois sans compter la possibilité de la création de richesse supplémentaire par l'atteinte du plein emploi et par la reconversion des secteurs antisociaux. (Avant les manipulations statistiques du Ministère des finances du Québec, expliquées en annexe, on pouvait arriver aux mêmes conclusions par l'analyse du ratio dépenses publiques versus la production nationale.) Dès le point de départ, les seules entreprises non financières canadiennes, selon l'étude de la CIBC, disposent de près de 600 milliards \$ de liquidités dont, grosso modo, un cinquième revient au Québec, soit plus de 100 milliards \$... qu'il faut bien sûr aller chercher par une drastique réforme fiscale.

Annexe : Trouvez l'erreur ou la perversion de la statistique

"There are three kinds of lies: lies, damned lies, and statistics." (Il y a trois sortes de mensonges : les mensonges, les maudits mensonges et les statistiques) dit l'aphorisme bien connu. Les statistiques sont de puissants moyens à la merci des intentions de l'utilisateur. Le Ministère des finances du Québec, la première fois aux mains des Libéraux, la seconde du PQ, a tordu la même statistique pour lui faire dire deux messages opposés.

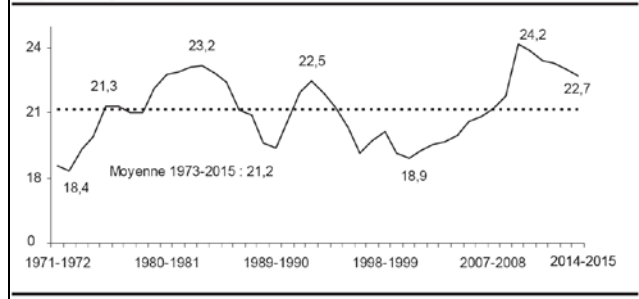
GRAPHIQUE 44

Dépenses de programmes
(en pourcentage du PIB)

Note : Prévisions pour 2009-2010 et 2010-2011.

Budget 2010-2011, Gouvernement du Québec, Consultations prébudgétaires, [Le point sur la situation économique et financière du Québec.](#)

GRAPHIQUE C.3

Dépenses consolidées excluant le service de dette
(en pourcentage du PIB)Budget 2013-2014, Gouvernement du Québec, [Plan budgétaire](#)

Le message des Libéraux disait que les dépenses étaient sous contrôle en utilisant le truc éculé de choisir un point de départ à peu près égal au point d'arrivée. Le message du PQ, au contraire, montre des dépenses hors contrôle nécessitant une bonne dose d'austérité. Remarquez qu'aucun graphique équivalent n'a pas été produit pour le côté revenu tout simplement parce que ni les uns ni les autres ne veulent augmenter les impôts des gens à haut revenu ou si peu. Un œil aux aguets remarque qu'à partir de l'année fiscale 1997-98 jusqu'à 2010-2011 les courbes divergent, celle du PQ croissant plus rapidement (ou décroissant moins vite) que celle des Libéraux. Pourtant, de 1973-74 à 1996-97, les deux courbes sont strictement les mêmes. Les titres différents des graphiques vendent la mèche. Les réformes de la comptabilité gouvernementale de 1997-98 puis celle de 2006-07 et une modification de la méthode de consolidation en 2009-10, traités différemment expliquent les tours de magie des uns et des autres.

Il est normal qu'au moment des crises (1975, 1981, 1991, 2000 dans une moindre mesure et 2008) ou peu après, les dépenses publiques relatives au PIB atteignent des pics. Mais que le pic 2009-10 batte tous les records étonne étant donné les coupures tout azimut que l'on connaît depuis belle lurette particulièrement depuis la politique du « déficit zéro », à la fin des années 1990, du gouvernement Bouchard dans le sillage de celle du gouvernement Chrétien. Certes, les dépenses de santé d'aujourd'hui, lesquelles grugent une part de plus en plus importante du budget des provinces, presque la moitié, explique partiellement cette aberration non pas tellement à cause du vieillissement de la population que de la détérioration générale de la santé populaire due, en dernier ressort, au stress de l'intensification de la compétition de tous contre toutes dans un contexte de stagnation, de pauvreté et d'inégalités croissantes, d'une emphase très coûteuse du curatif aux dépens du préventif, et de l'avidité de l'industrie pharmaceutique et du corps médical soutenus par l'État.

La politisation de la comptabilité des comptes publics

Reste qu'il ya un bout à tout. Les deux réformes comptables ont donné lieu, entre autre, à l'élargissement du périmètre comptable du budget, ce qui entraîne une consolidation des nouvelles entités (d'abord 34 fonds spéciaux et 64 organismes puis tout le réseau de la santé et de l'éducation) tout en éliminant les « opérations réciproques » comme par exemple les subventions étatiques aux hôpitaux, commissions scolaires, cégeps, universités, agences de transport, musées lesquelles sont certes l'essentiel de leurs budgets mais pas la totalité. Ces entités ont des sources marginales mais souvent non négligeables de revenus telles les taxes scolaires et les frais de scolarité et, de plus en plus, toutes sortes de tarification. On peut consolider ces nouvelles entités dans le budget en enregistrant soit leur surplus ou déficit, c'est-à-dire leurs revenus ou dépenses nets, soit la totalité de leurs revenus et dépenses. L'une ou l'autre méthode donne le même résultat net mais pas du tout le même résultat brut en termes de revenus ou de dépenses pris séparément.

Un exemple simple pour comprendre. L'entité principale A a un revenu de 900 et des dépenses de 1000, donc un déficit de 100. L'entité B qui dépend d'elle mais n'est pas incluse dans son périmètre comptable a un revenu de 100 et des dépenses de 90, donc un surplus de 10. La méthode de consolidation des résultats nets donnera un revenu de 910 (900 + 10) pour la nouvelle entité AB, des dépenses de 1000 et un déficit de 90 (100 - 90). La méthode de consolidation des résultats bruts donnera un revenu de 1000 (900 + 100), des dépenses de 1090 (1000 + 90), donc un déficit de 90. Si on ne considère qu'un côté de la médaille, soit celle des revenus soit celle des dépenses, sans égard au résultat, la différence peut être notable. Cela explique la courbe péquistes. Grosso modo, avant 1997, la consolidation était nette pour les entités concernées, nette ou brute de 1997 à 2006 ou 2009 selon le cas puis ensuite uniquement brute étant entendu que les entités cruciales comme Hydro-Québec, la SAQ et Loto-Québec, et le réseau des CPE, restent hors périmètre autrement la courbe n'aurait pas qu'enregistrer un perceptible mouvement ascendant essentiellement manipulateur mais celui-ci aurait été exponentiel minant la crédibilité apparente de la statistique.

Pour constater la différence, considérons l'année 2011-2012. Les « dépenses de programme » sont de 61.5 milliards \$, donnée consistante avec la série avant 1997, mais les « dépenses excluant le service de la dette » sont de 78.7 milliards \$. Attention, cette dernière donnée ne se retrouve pas dans la documentation budgétaire mais on la trouve néanmoins sur le site du ministère (Budget 2013-14, [Données historique depuis 1970-71](#), tableau 11). Ce grand écart de 17 milliards \$, soit environ 5% du PIB québécois, est certes atténué par le traitement comptable des immobilisations lesquelles, avant 1997, étaient intégrées à 100% dans les dépenses de l'année mais, depuis 1997, sont amorties dans le temps à la mode des entreprises privées même si ces immobilisations ne sont en aucun cas du capital fixe contribuant à un profit à opposer à l'amortissement. En 2011-2012, 3.6 milliards \$ d'immobilisations (tableau 13) sont ainsi sorties du budget pour être amorties plus tard, un montant toutefois bien inférieur à la différence due à la consolidation brute. Autrement, la différence serait d'une vingtaine de milliards \$.

L'État néolibéral, un Moloch au service de l'entreprise privée

Il serait tout aussi erroné de s'en tenir aux disponibles vieilles séries, ce que fait partiellement la courbe des Libéraux. L'État néolibéral, particulièrement l'État néolibéral en crise, est une restructuration du vieil État providence. Les ministères et leurs départements se brisent plus que jamais en fonds spéciaux et en organismes particuliers semi-autonomes avec leurs impôts et taxes dédiés et aussi leurs ressources autonomes faites de tarification en vue de répondre à des catégories de dépenses bien circonscrites. Loin d'être un ratatinement, cet État nouveau devient un Moloch en symbiose avec le marché dont le but est de soutenir une entreprise privée en panne de demande solvable. Il s'agit ni plus ni moins que de créer une demande quasi forcée, quitte à la subventionner pour les plus pauvres, pour combler des besoins sociaux essentiels au détriment de l'alternative de services publics démocratisés dont le service bancaire. L'ultime État néolibéral serait une offre de partenariats publics-privés (PPP) soutenu par une allocation universelle (chèque citoyen) dont le filet de protection serait l'économie sociale, le tout garanti par un appareil de répression bonifiée, lui-même en symbiose avec la privée industrie sécuritaire.

Notons que ces inacceptables manipulations comptables péquistes et libérales sont des péchés véniels en comparaison des biens connus péchés mortels des Conservateurs fédéraux. Non seulement ceux-ci ferment-ils la gueule des scientifiques fédéraux, sapent-ils le droit à l'information, coupent-ils les budgets de recherche dérangeant leur idéologie réactionnaire et inutiles pour la rentabilité de l'entreprise mais ils vont jusqu'à biaiser le Recensement du Canada, base de tout l'appareil de Statistique Canada pour la collecte des données sur la population, en ne sévissant pas contre les refus de réponses. On aurait tort de croire que le comportement particulièrement odieux des Conservateurs est une exception à la règle.

La crise de la recherche scientifique

C'est toute la recherche scientifique mondiale qui est en crise au point que The Economist y consacre la une d'un de ses derniers numéros ([How science goes wrong](#) et [Trouble at the lab](#), 19/10/13).

« Comme leurs rangs ont grossi, 6 à 7 millions de chercheurs selon les derniers calculs, les scientifiques ont perdu leur goût pour leur autocontrôle et le contrôle de la qualité. L'obligation de "publier ou périr" domine la vie universitaire. La concurrence pour les emplois est un coupe-gorge. [...] Les constatations les plus frappantes ont le plus de chances d'être publiées. Pas étonnant qu'un chercheur sur trois connaît un collègue qui a, disons, revigoré sa contribution en excluant de ses résultats, "sur la base de son intuition", des données dérangementantes. [...] ...les échecs pour prouver une hypothèse sont rarement proposés pour publication, et encore moins acceptés. "Les résultats négatifs" représentent aujourd'hui seulement 14% des articles publiés, en baisse par rapport à 30% en 1990. Pourtant, savoir ce qui est faux est aussi important pour la science que de savoir ce qui est vrai. [...] Quand un éminent journal médical a soumis des travaux de recherche à d'autres experts dans le domaine, il a constaté que la plupart des commentateurs n'ont pas réussi à repérer des erreurs qu'il avait délibérément insérées dans les documents, même après les avoir informés qu'ils étaient testés. » ([How science goes wrong](#), ma traduction)

C'est là, cependant, en mettre pas mal lourd sur le dos des scientifiques qui s'adaptent, au détriment de la grande majorité et pour la gloire factice d'une élite, à un système de production de rentière « propriété intellectuelle » accaparée par les transnationales puis protégée par les accords de libre-échange dont l'extension des brevets pharmaceutiques dans la proposition de l'Accord Canada-Europe est le dernier avatar. En découle que les saines méthodes de validation statistiques prennent le bord. Des expériences sont faites trop rapidement avec des échantillons trop petits, ensuite non reproduites et souvent non reproductibles quand des tentatives sont faites dans ce sens. La génomique et les accélérateurs de particules, pour se cantonner aux sciences dite dures réputées donner les résultats les plus solides, permettent de tester une multitude d'hypothèses très audacieuses générant trop de "faux positifs" et laissant de côté les "faux négatifs" faute de les tester. En résulte, dans les meilleurs cas, de fortes probabilités d'erreur de bonne foi.

L'orientation lucrative quand ce n'est pas militariste de la recherche scientifique, les raccourcis pris pour arriver rapidement à des résultats rentables et glorieux avec un minimum de temps et de coûts ce qui maximise les chances d'erreur, quand ce n'est pas la falsification pure et simple, ruinent la réputation des sciences, base de la civilisation des Lumières dont la perspective (éco)-socialiste est la conclusion non aboutie. En résulte un béant appel d'air pour le retour de l'irrationnel enraciné dans le tribalisme de la race et de la foi, dut-elle être laïciste, dont la charte des valeurs est au Québec à la fois le fer de lance et le reflet d'une société désorientée et paniquée transformant en outils réactionnaires ces conquêtes progressistes passées.

Marc Bonhomme, 1^{er} novembre 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca